

La révolte agraire en Roumanie

Christian Rakovsky

Source : « Arbeiter Zeitung », n° 86, 29 mars 1907, p. 2. Traduction MIA.

La révolte paysanne, qui cause aujourd'hui tant de soucis aux classes dominantes, ne cesse de s'étendre. Le pays entier est en état de trouble. Aucune région de Roumanie n'est épargnée. Toutes les villes de Moldavie, dans le nord de la Roumanie, ont été dévastées ou incendiées. La Valachie, au sud, est elle aussi désormais en plein soulèvement. Le gouvernement conservateur de Cantacuzène, incapable de maîtriser les troubles, a dû se retirer du pouvoir. Le 23 mars, un nouveau régime, dit « libéral », dirigé par le Dr Stourza, est entré en fonction. Ce nouveau gouvernement a pris toutes les dispositions nécessaires pour « rétablir l'ordre ». Toute l'armée de réserve a été mobilisée, et l'état de siège est sur le point d'être proclamé dans les régions insurgées.

Les dernières nouvelles parvenues à Bucarest indiquent qu'Izvoarele n'est plus qu'un brasier et que l'ensemble du district est en révolte. Hier encore, de graves troubles ont éclaté à Galați, Brăila, Giurgiu, Alexandria et Turnu Măgurele. Bucarest est menacée par plus de quatre mille paysans, et les fortifications de la capitale ont été renforcées. Plusieurs centaines de rebelles ont déjà été tués jusqu'ici, et l'armée « opère » comme si l'ennemi avait envahi le territoire. Le nouveau gouvernement « libéral » a même décidé de mobiliser l'artillerie et de faire usage du canon.

Les dégâts déjà causés sont immenses et tout à fait incalculables. Mais c'est dans les suites de ces troubles que la Roumanie subira le coup le plus rude, avec l'effondrement du crédit et des échanges commerciaux, déjà complètement paralysés. L'industrie, de son côté, est presque à l'arrêt, et l'on s'attend à une crise majeure.

Les troubles, qui avaient d'abord pris un caractère antisémite, sont désormais devenus une révolte agraire. Les grands propriétaires terriens roumains (chrétiens), les fermiers et même les commerçants roumains n'ont pas été mieux traités que les Juifs. Les paysans ne font pas de différence et ne choisissent pas. Voilà qui doit contrarier les antisémites.

Ce n'est plus la nationalité, c'est la classe qui définit désormais la ligne de partage. Juif ou chrétien, du moment qu'il est propriétaire terrien, fermier ou homme d'affaires, s'il tombe entre les mains des paysans, il peut s'estimer heureux d'en réchapper vivant – ses biens, en revanche, sont perdus. Dans les villes où la population juive pauvre a souffert, ce ne sont pas tant les paysans que le lumpenprolétariat qui a commis les destructions ; et parmi les meneurs figuraient des gens intéressés à donner au mouvement agraire une couleur antisémite.

Les véritables causes de l'effroyable situation actuelle de la Roumanie ne résident pas dans l'antisémitisme des paysans, mais dans l'ignoble exploitation à laquelle ceux-ci sont soumis. Les grands propriétaires et les gardes ruraux – qu'ils soient juifs ou chrétiens – réduisent la paysannerie roumaine par la faim et le dénuement à se laisser exploiter jusqu'à la mort. Les protestations légales des paysans

contre cet état de fait, leurs tentatives pour s'organiser sur une base légale, se sont chaque fois heurtées à la résistance des autorités.

Les paysans de Roumanie n'avaient donc aucun moyen légal de défendre leurs intérêts. Par ailleurs, dans les campagnes de ce pays règne l'arbitraire des fonctionnaires et des gardes ruraux – pire encore qu'en Russie. Les paysans n'ont ainsi eu d'autre choix que la révolte, leur condition étant devenue absolument intolérable. Les troubles actuels ne doivent donc pas être vus comme des excès antisémites, mais comme une lutte entre oppresseurs et opprimés ; comme une véritable révolution.

La situation est extrêmement grave. De Giurgiu, on rapporte que les soldats, sur ordre des officiers, ont refusé de tirer ; bien plus, ils se sont joints aux insurgés et ont abattu les officiers. Lorsqu'à Flojești, on ordonna aux réservistes rassemblés de partir pour la Moldavie, ils entonnèrent « L'Internationale » et d'autres chants socialistes et antimilitaristes. Les officiers supérieurs se virent contraints de libérer les réservistes, incapables qu'ils étaient de les calmer et craignant que cet acte d'insubordination ne gagne les autres unités. La censure, quant à elle, est exercée avec une rigueur sans précédent.

Bucarest, le 24 mars.